



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 4 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX

Lieu-dit Lugins
77486001
77141 Vaudoy-en-Brie

Références : **E 23 1887**

Hélios :77_2023-59569

Code AIOT : 0006517332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX implanté Lieu-dit Lugins 77141 Vaudoy-en-Brie.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX
- Lieu-dit Lugins 77486001 77141 Vaudoy-en-Brie
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée pour 30 ans, remise en état compris, à compter du 29 mars 2017.
Une remise en état agricole est prévue.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescriptions en lien avec le rabattement de la nappe.
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Ru du réveillon et ru de la visandre	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation en nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12	/	Sans objet
2	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2	/	Sans objet
3	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.3	/	Sans objet
5	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.2	/	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est en début d'exploitation (Phase 1).

Une partie du premier front de gisement a été extraite. Pour exploiter prochainement le deuxième front, l'exploitant doit rabattre la nappe dans les conditions de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017 et mettre en place toutes les dispositions de suivi et d'encadrement du rabattement de la nappe.

Les réponses apportées aux points de contrôle de l'inspection précédente en 2022 ont été examinées et n'appellent pas de remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation en nappe phréatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Rabattement de la nappe, cote fond de fouille
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est autorisé à rabattre la nappe (jusqu'à 24 m de rabattement selon les phases d'exploitation) pour permettre l'exploitation du calcaire.</p> <p>Le débit moyen d'exhaure de la pompe est de 500 m³/h fonctionnant 24h/24 (débit moyen horaire variant de 300 à 500 m³/h selon les phases). Ces eaux d'exhaure seront renvoyées vers le bassin de recharge de la carrière CEMEX à PÉCY et pour l'essentiel ré infiltrées dans la nappe.</p> <p>Une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée est positionnée au droit de chaque pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase.</p> <p>Phase d'exploitation n°1; Cote minimale d'extraction (m NGF) = 94 Cote minimale de rabattement (m NGF) = 93,5</p> <p>Les périodes de rabattement sont notées dans un registre.</p>
Constats : <p>Le point bas de la phase n°1 est à la cote 106,8 m.</p> <p>La cote de 94 m n'est pas atteinte car le deuxième front n'est pas en exploitation.</p> <p>Le rabattement de nappe sera prochainement mis en place avec une pompe SOTRES sur radeau de débit nominal de 500 m³/h. Une conduite équipée d'un débitmètre et d'un totaliseur est sur site (non encore raccordée) et évacuera les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration de la carrière Cemex de Pécy.</p> <p>Avant tout rabattement de la nappe, l'exploitant doit installer une échelle limnimétrique à lecture directe, nivelée et positionnée au droit de la pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase et mettre en place le registre.</p> <p>L'exploitant s'y engage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.... 2. Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>3. Les seuls rejets autorisés issus du site sont les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration CEMEX à PÉCY.</p> <p>Les eaux du bassin d'infiltration ne pourront être rejetées dans le ru du Réveillon qu'à titre exceptionnel et sur justification préalable de l'exploitant. Les volumes déversés au ru devront être mesurés.</p> <p>Le rejet dans le ru du Réveillon est interdit dès lors que le seuil de vigilance de 127,5 m NGF est atteint par le niveau piézométrique mesuré à SAINT-MARTIN-CHENNETRON...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rabattement de nappe n'a pas encore été utilisé dans cette carrière. L'émissaire d'eau d'exhaure dans le bassin G de la carrière de Pécy n'est pas équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement, mais la conduite est équipée en amont d'un débitmètre et d'un totalisateur.</p> <p>Avant tout rabattement de nappe, l'exploitant doit être en mesure de respecter les prescriptions suivantes:</p> <p>"Les eaux du bassin d'infiltration ne pourront être rejetées dans le ru du Réveillon qu'à titre exceptionnel et sur justification préalable de l'exploitant. Les volumes déversés au ru devront être mesurés. Le rejet dans le ru du Réveillon est interdit dès lors que le seuil de vigilance de 127,5 m NGF est atteint par le niveau piézométrique mesuré à SAINT-MARTIN-CHENNETRON..."</p> <p>L'exploitant avertira l'inspection du début du rabattement de nappe et détaillera les mesures prises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance se compose de 5 piézomètres.</p> <p>À partir des piézomètres implantés, l'exploitant procède ou fait procéder à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un relevé mensuel des niveaux de la nappe, • une analyse trimestrielle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, sulfates, chlorures, sélénium et propazine, • une analyse annuelle sur les paramètres métaux lourds, chlore, bore, perchlorate, atrazine, chlortoluron, déisopropylatrazine, de-éthylatrazine, diuron, isoproturon, linuron, métobromuron, simazine, terbuthylazine, nitrates et acrylamide. <p>Les piézomètres font l'objet d'une surveillance périodique décennale, afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses prescrites sont réalisées.</p> <p>Une inspection décennale des 5 piézomètres a été réalisée en décembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Ru du réveillon et ru de la visandre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède ou fait procéder à un suivi mensuel des niveaux des rus du Réveillon et de la Visandre à l'aide d'échelles limnimétriques.
Constats : Il n'y a pas eu de suivi mensuel des niveaux des rus du Réveillon et de la Visandre à l'aide d'échelles limnimétriques pour l'instant. Cette disposition n'est pourtant pas liée au rabattement de nappe et aurait pu être mise en place dès la mise en exploitation de la carrière de Vaudoy-en-Brie. L'exploitant s'engage à le réaliser avant le début du rabattement de la nappe et avertira l'inspection de la mise en place du dispositif. Les mesures de suivi des niveaux seront intégrées au bilan annuel de la carrière communiqué à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. Puissance totale maximale du traitement primaire : 1 400 kW CEMEX : 400 kW CALCAIRES DE LA BRIE : 1 000 kW
Constats : Le concasseur primaire Cemex est toujours pour l'instant dans la carrière Cemex de Pécy. Il sera à terme déplacé dans la carrière de Vaudoy-en-Brie. La société Calcaires de la Brie n'interviendra dans la carrière de Vaudoy qu'à l'épuisement du gisement de sa carrière de Pécy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 5.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales. Période 2, de 5 à 10 ans S1 Max = 7,4914 ha S2 Max = 17,5734 ha S3 Max = 3,5589 ha
Constats : L'acte de cautionnement Cemex en cours a bien été calculé avec les valeurs S1max, S2 max et S3 max de la deuxième période quinquennale. Il en est de même pour l'acte de cautionnement de Calcaire de la Brie. Sur le plan de situation au 31/12/2022 : S1 max = 3ha 37a 85ca S2 max = 4ha 64a 13ca S3 max = 61a 59ca.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

